

de décembre prochain ; et le gouvernement a le devoir de faire tous ses efforts pour obtenir la francisation, à des conditions favorables, des navires de construction canadienne. Mais il semble bien indifférent en ce moment à cet égard, et je crains qu'il ne profite pas de l'occasion propice qui va s'offrir pour améliorer notre situation commerciale.

L'honorable M. AIKINS—Je regrette que ma réponse ait provoqué l'ire de mon honorable ami. Je puis lui dire que je n'avais aucunement l'intention de blesser sa juste susceptibilité ; et que j'aurais été heureux de pouvoir me conformer à son désir ; mais, je le répète, les documents dont il parle ne se trouvent point dans nos archives, et par conséquent nous ne pouvons lui fournir les extraits qu'il en demande.

L'honorable M. TRUDEL—Je regrette que mon honorable ami (M. Bureau) n'ait pas fait en anglais un résumé de son discours, comme je l'en avais prié. Je regarde la question qu'il a traitée d'une manière si éclairée et si habile comme infiniment importante. De fait, elle a rapport à cette politique nationale que le Gouvernement propose aujourd'hui au parlement ; et tout renseignement de la nature de ceux que demande mon honorable ami, serait des plus intéressants pour cette Chambre et pour le pays. Il est urgent, dans les présentes circonstances, que l'on nous fasse connaître l'état des relations officielles du Canada avec les autres contrées, et plus particulièrement avec les grandes nations. Mais je n'interprète pas la réponse de l'honorable Secrétaire d'Etat de la même manière que mon honorable ami M. Bureau. Si je ne me trompe, il a dit que les archives fédérales ne contiennent point les documents que l'on demande, et que le Gouvernement est, par conséquent, dans l'impossibilité de les déposer sur le bureau de cette Chambre comme pièces officielles.

L'honorable M. AIKINS—C'est bien cela.

L'honorable M. TRUDEL—Toutefois, j'exprimerai aussi l'espoir que l'honorable Secrétaire d'Etat voudra se rappeler qu'il est important, qu'il est nécessaire de faire connaître à cette Chambre et au public la nature des relations existantes entre ce pays et le monde commercial, en fournissant les renseignements en son pouvoir, afin que nous nous rendions bien compte de la situation que l'Angleterre nous a faite par ses traités avec les autres nations. Les observations de mon hon-